

## INTELLIGENCE ÉCONOMIQUE



# Au service de la conformité et de la responsabilité sociale

Le CCIGinfo poursuit sa série sur l'intelligence économique avec comme partenaire stratégique Geneva Intelligence (voir CCIGinfo de mai et de juin 2020). L'initiative sur les multinationales responsables rencontre actuellement les faveurs des Suisses. Or, l'intelligence économique peut aider les entreprises à mieux gérer les risques, notamment en matière de conformité avec les normes éthiques et juridiques. Voici comment.



Selon un sondage de l'institut Link paru en mai dernier, 78 % des Suisses se déclaraient favorables à soutenir l'initiative sur les multinationales responsables. Cette initiative a pour objectif d'imposer aux sociétés siégeant en Suisse l'examen et le contrôle des conséquences de leurs activités sur les droits de l'homme et l'environnement. Les entreprises manquant à ce devoir de diligence ou ne respectant pas les obligations en matière de droits humains et environnementaux devraient alors répondre des dommages causés. Ainsi, une entreprise dont la production, même opérée par des sous-traitants, pollue une rivière ou implique le travail d'enfants pourra être sanctionnée.

L'intelligence économique, méthode pratique de recherche d'informations et d'analyse stratégique, a pour vocation de soutenir les acteurs économiques dans la prise de décision. Elle permet

d'identifier les opportunités mais également de mieux gérer les risques notamment en matière de conformité avec les normes éthiques et juridiques.

## L'intelligence économique garante des relations d'affaires

Plusieurs services d'intelligence économique sont pertinents pour garantir la conformité des activités d'une entreprise et de sa chaîne de production. La *due diligence* est une étude d'honorabilité, qui cherche à mesurer et analyser la fiabilité d'un partenaire, d'un sous-traitant ou encore d'un fournisseur. Réaliser une *due diligence* sur un fournisseur permet de confirmer que ses pratiques et ses moyens de production respectent les normes environnementales et sociales incontournables sur le plan éthique mais également sur le plan juridique. Au-delà, d'autres considérations, telles que financières, peuvent être également analysées.

De la même manière, la *veille*, appelée également *monitoring*, peut participer à remplir les exigences d'une démarche de conformité. Elle consiste en effet à collecter, trier et diffuser de manière automatisée de l'information provenant de sources ouvertes. Ainsi, elle permet par exemple de surveiller la réputation des partenaires d'une entreprise. Elle peut également renforcer la vigilance face aux violations des droits humains et environnementaux dans

les pays dans lesquels ils opèrent leurs activités mais aussi face aux attentes des citoyens. Selon les objectifs poursuivis, la veille peut être d'ordre concurrentiel, politique ou encore juridique et technologique.

## La veille stratégique, un atout pour les entreprises

Au vu de la quantité colossale d'informations disponibles et de l'instabilité de leur diffusion, la veille représente un gain de temps appréciable. Accéder rapidement à une information pertinente et fiable facilitant la prise de décision efficace est un bénéfice majeur, particulièrement face au phénomène grandissant des *fake news*. Pour les entreprises, un processus de veille permet de vérifier l'information, d'éviter de perdre de l'énergie et de se concentrer sur les réels enjeux de son marché.

Un autre avantage majeur de la veille est d'acquiescer des connaissances sur son environnement économique afin d'anticiper et saisir les opportunités tout en évitant les risques. Par exemple, une veille politique, législative et sociétale permet d'identifier, voire de prévoir, les nouvelles normes réglementaires et l'évolution des comportements des consommateurs. L'entreprise pourra alors adapter son modèle d'affaires, son offre commerciale ou encore ses pratiques de production et de vente pour respecter ces exigences, éviter des pertes de parts de marché et même en gagner !

Dans le cadre de l'initiative pour des multinationales responsables, la veille pourra au contraire assurer la détection des éléments ne répondant pas aux exigences de conformité. L'entreprise pourra alors prendre les mesures nécessaires pour éviter la détérioration de sa réputation et les sanctions judiciaires ou pécuniaires en mettant fin, par exemple, à une relation d'affaires, tout en identifiant une alternative d'approvisionnement. D'autres solutions peuvent être envisagées, en exigeant notamment une amélioration des conditions de production d'un partenaire afin de respecter les normes environnementales et sociales.

## L'intégration dans les procédures de conformité

En fonction de leurs besoins, de leur taille et de leurs moyens financiers, les entreprises peuvent décider d'intégrer un département de veille ou de conformité au sein de leurs structures. Il leur est également possible de faire appel à des cabinets spécialisés en intelligence économique pour bénéficier de ces prestations de veille et de *due dil-*

*gence* afin de répondre en partie aux attentes éthiques et légales. Externaliser la veille permet d'éviter les coûts d'intégration des outils et des compétences, en obtenant rapidement un service et une expertise sur mesure avec la livraison d'alertes en cas d'information urgente et de rapports de *due diligence*, le tout sans se soucier de l'aspect technique.

Afin de bénéficier d'une unité interne de veille stratégique la plus efficace possible, un accompagnement est souvent nécessaire dans sa création, notamment pour définir les besoins réels en information et le positionnement dans l'organigramme, pour conseiller des outils de veille, rédiger le cahier des charges et gérer le recrutement de même que la formation. Le délai de mise en place d'une telle structure interne est relativement long et peut souffrir de l'absence de spécialistes formés sur le marché. ■

Voir le webinaire « L'intelligence économique : un avantage compétitif pour les acteurs économiques » : <https://tinyurl.com/formationGI>

## Offre pour les Membres de la CCIG

En cette période incertaine, l'accès à l'information stratégique peut constituer un avantage compétitif. Grâce à un partenariat avec Geneva Intelligence, la CCIG propose à ses Membres des prestations privilégiées en matière d'intelligence économique.

■ POUR EN SAVOIR PLUS : [www.cig.ch/inteleco](http://www.cig.ch/inteleco)

## Deux nouveaux venus à la CCIG



Fortes de dix années d'expérience de chargée d'affaires en Suisse, dans une banque internationale puis pour une société de négoce de matières premières, **Pauline Zahlaoui** a rejoint la CCIG en qualité de Responsable de Projets et de Développement commercial. Elle est également en charge de la communauté des Membres et des Partenaires (dès le 1<sup>er</sup> janvier 2021). Pauline est diplômée de l'École Normale Supérieure et de la Sorbonne (Relations internationales et Philosophie); elle parle russe et anglais.

Titulaire d'un Bachelor en Relations Internationales, **Erik Simonin** a effectué un stage de trois mois au sein du Département politique de la CCIG dans le cadre de son Master en Science Politique à l'Université de Genève. Avant d'arriver, pendant ce temps ses compétences, il a été engagé pour compléter l'équipe. La CCIG se réjouit d'accueillir ces deux nouveaux collaborateurs. ■

Imprimé depuis Calameo.com

## LA SUITE DE L'HISTOIRE

**Cette rubrique a pour but de relater l'avancement de projets dont le CCIGinfo s'est déjà fait l'écho, au fil de l'actualité.**

Dans un article du CCIGinfo de février 2019 consacré à la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) était évoqué un Plan national adopté depuis 2016.

Le 15 janvier 2020, le Conseil fédéral a adopté le plan d'action RSE révisé 2020-2023. Il confirme ainsi son engagement en faveur d'une conduite responsable des entreprises.

■ POUR EN SAVOIR PLUS : <https://tinyurl.com/seco-rse>